Concours national d'accès aux écoles de management (CNAEM), Maroc

Session 2016, filière ECS

Histoire, géographie et géopolitique

Ce que traite le sujet

- Sujet 1 : dissertation
- Sujet 2 : étude d'un dossier documentaire

Sujet reproduit sans retouche à partir de la page suivante.

Résumé des parties, chapitres de cours liés et autres années :
prepahelp.com/annales/cnaem/ecs/2016/hgg

Prepa Help ne revendique aucun droit sur le sujet, propriété de l'organisateur du concours.

CONCOURS NATIONAL D'ACCÈS AUX ÉCOLES DE MANAGEMENT (CNAEM)

FILIERE ECONOMIQUE ET COMMERCIALE

OPTION SCIENTIFIQUE

EPREUVE : HISTOIRE, GEOGRAPHIE ET GEOPOLITIQUE DU MONDE CONTEMPORAIN

Mardi 17 mai 2016- de 8 h à 12 h

L'épreuve comprend 7 pages

……

Le candidat traitera l'un des deux sujets suivant. Il en recopiera l'intitulé sur sa copie.

Sujet 1 : ***En quoi et comment le développement durable est-il en mesure de répondre aux enjeux planétaires de croissance et d'environnement du XXI° siècle ?***

Sujet 2 : ***Le proche et le Moyen-Orient : un espace aux enjeux multiples et conflictuels***

En confrontant les informations présentes dans les documents, vous analyserez

Les facteurs qui font de la région un foyer particulier de conflits ? Les principaux conflits qui touchent la région, et montrerez pourquoi ont-ils une telle résonnance dans le monde ?

En fin vous présenterez les limites de ces documents par rapport au sujet posé.

Composition du dossier documentaire

Document 1 : Message de sa Majesté Mohamed VI à l'ONU du 29/11/2015
Document 2 : Le Moyen-Orient : une instabilité politique facteur de troubles économiques ?
Document 3 : Le Moyen-Orient une carte à revoir ?
Document 4 : Le Moyen-Orient les enjeux économiques et financiers
Document 5 : Les USA au Moyen-Orient une influence en déclin
Document 6 : Le jour ou la guerre Iran-Irak a éclaté
Document 7 : Chronologie du conflit israélo-arabe
Document 8 : Cartographie des conflits majeurs au Moyen-Orient depuis 1948
Document 9 : Cartographie des aménagements hydrauliques dans les bassins du Tigre et de l'Euphrate

Aucun document ni matériel n'est autorisé

Document 1 : PALESTINE: MESSAGE DE SA MAJESTE MOHAMMED VI À L'ONU

Par Le360 (avec MAP) le 29/11/2015 à 12h02 (mise à jour le 29/11/2015 à 17h57)

Sa Majesté le Roi Mohammed VI- loué soit son nom- a adressé un message au président du Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, à l'occasion de la commémoration de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien.

"Il Nous est agréable, tout d'abord, d'exprimer nos vifs remerciements et notre considération pour les efforts soutenus que vous déployez pour la défense de la juste cause palestinienne qui est consubstantielle à l'instauration de la paix et de la sécurité, non seulement dans la région du Moyen Orient, mais dans le monde", lit-on dans le message royal à l'ONU.
«Nous voulons, à cette occasion, vous assurer du soutien total et constant du Royaume du Maroc aux droits historiques légitimes du peuple palestinien, avec au premier chef, le droit d'établir son Etat indépendant sur ses territoires libérés, ayant pour capitale Jérusalem-Est, un Etat viable vivant côte à côte avec Israël, dans la paix et la sécurité, conformément aux résolutions de la légalité internationale», poursuit le souverain dans ce message au président du Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

Sa majesté le Roi Mohammed VI a appelé la communauté internationale et les puissances influentes à "assumer pleinement leurs responsabilités et d'amener Israël à arrêter sa politique agressive et ses plans illégaux dans les territoires palestiniens occupés et de se conformer au droit international humanitaire et aux dispositions de la légalité internationale pertinente".
«Le Maroc est entièrement disposé à s'impliquer, avec toute l'efficacité requise, dans les initiatives visant à faire avancer le processus de paix, en vue de parvenir à un règlement porteur de paix et de sécurité pour la région», souligne le souverain.

Document 2 : Le Moyen-Orient : une instabilité politique facteur de troubles économiques ?

Par *Kheira Djouhri Aujourd'hui la Turquie* en date du 2 octobre 2015

Le Moyen-Orient apparaît dans l'actualité avant tout pour sa dimension conflictuelle. L'instabilité politique, les guerres de religions, les conflits économiques sont fréquents dans la zone. Ceux-ci semblent influencer l'économie des pays de la région.
Le groupe français Accor Hotels a annoncé il y a peu se lancer dans la conquête d'un nouveau marché : celui de la République islamique d'Iran. Une bonne nouvelle pour l'économie iranienne, dont les prévisions étaient plutôt pessimistes. Dans un rapport publié le 15 janvier 2015, la Banque mondiale avait en effet annoncé une croissance économique inférieure à 1% pour le reste de l'année. De même, l'ensemble de la région du Moyen-Orient, engagée dans une lourde période de récession, tente de tirer son épingle du jeu, malgré un contexte géopolitique tendu. Les pays émergents semblent être les premiers touchés. C'est le cas de la Turquie, dont l'avenir économique s'assombrit. Au cœur des tensions, le Moyen-Orient constitue une zone de turbulences au sein de laquelle les instabilités politiques et diplomatiques influencent l'avenir économique des pays de la région. En Syrie, en Irak, tout

comme en Israël et dans les territoires palestiniens, les nombreux changements de régimes, accompagnés de guerres inter- et intra-étatiques, compromettent la continuité des politiques économiques. Depuis le début du siècle, les questions de religion, de territoires et de pétrole constituent les enjeux majeurs de rivalités, voire de conflits internes – notamment entre chiites et sunnites – et internationaux dans la zone. L'instabilité ne cesse de s'intensifier avec la montée en puissance du groupe Etat islamique en Irak et en Syrie. Les investisseurs sont de plus en plus méfiants, l'incertitude politique et les conflits politico-religieux les effraient. Le flux d'investissements directs étrangers dans la région a considérablement diminué. Les stratégies et alliances entre pays du Moyen-Orient compliquent la mise en place de politiques économiques durables dans les pays de la région. Divisé en zones disputées par divers acteurs en conflit, le Moyen- Orient est l'objet d'enjeux stratégiques. Par exemple, la Turquie, particulièrement dépendante de la Russie et de l'Iran en termes d'importation d'hydrocarbures, a annoncé vouloir procéder à des travaux d'exploration pétrolière dans la province autonome du Kurdistan irakien. Ce rapprochement avait fortement irrité le gouvernement central de Bagdad, alors en conflit contre les autorités kurdes au sujet du partage des bénéfices des ressources en hydrocarbures. Finalement, un accord a été trouvé, et signé en début d'année. La question économique, intrinsèquement liée à la guerre, doit donc au Moyen-Orient être appréhendée avec une attention particulière, au risque de réveiller certaines hostilités…

<u>Document 3 :</u> Le Moyen-Orient une carte à revoir ?

Jean-Paul Chagnollaud : «C'est toute la carte du Moyen-Orient qui est à revoir» Par Catherine Calvet, (recueilli par) — Libération- 31 janvier 2016

Alors que des pourparlers tentent de se tenir à Genève sur l'avenir de la Syrie, le coauteur de «l'Atlas du Moyen-Orient» se penche sur des frontières devenues vaines. *La Syrie n'en finit plus d'agoniser. Il a été difficile de réunir les acteurs du conflit autour d'une table à Genève sous l'égide de l'ONU.L'opposition à Bachar al-Assad a finalement accepté vendredi soir de participer aux négociations sur le conflit syrien, ouvertes le jour même, mais elle menaçait déjà de les quitter dimanche. «Comme un orage qui tournoie de façon incessante dans un ciel agité, la guerre n'en finit pas de s'abattre régulièrement sur l'un ou l'autre des territoires du Moyen-Orient»,* écrit Jean-Paul Chagnollaud, directeur de l'Institut de recherche et d'études Méditerranée-Moyen-Orient (Iremmo), dans *l'Atlas du Moyen-Orient* qui vient de sortir aux éditions Autrement. Avec Pierre Blanc, ils établissent l'histoire des crises et des guerres qui ont jalonné la région et rappellent le rôle crucial de la géographie dans un lieu où deux plaques tectoniques s'entrechoquent. Selon eux, ce sont les frontières qu'il faudrait tenter de redéfinir.

La Syrie traverse un moment de violence jamais atteint dans la région. Y avait-il des signes précurseurs de cette tragédie ? On repense aux écrits prémonitoires du chercheur Michel Seurat *[sociologue, otage au Liban de 1985 à sa mort en 1986]* qui font encore référence dans toutes les universités…….. L'actuelle négociation entre l'opposition syrienne et le régime de Damas à Genève a été reportée plusieurs fois et semble toujours très précaire…Une négociation ne s'engage que lorsque les acteurs ont réussi à délimiter une position ferme sur le terrain. C'est toujours la même dialectique entre le politique et le militaire qui semble à l'œuvre….. Du côté occidental, il n'y a aucune unité, ni militairement ni diplomatiquement. La France, qui tient une position diplomatique et militaire cohérente depuis le début (2011),

est très isolée. Face aux Occidentaux très prudents et hésitants, les Russes, eux, font preuve d'une grande détermination. Ils sont très présents sur le terrain, comme on l'a vu récemment, et du coup sont incontournables diplomatiquement.

Document 4 : Moyen-Orient: les enjeux économiques et financiers

Le Monde Finances Blogs - **25 février 2011, par** Georges Ugeux

Au-delà des aspects politiques et sociaux des diverses insurrections qui secouent le Moyen Orient, il n'est pas inutile de tenter –avec tous les risques de ce genre d'exercice en pleine crise- de cerner les enjeux de nature économique et financier auxquels nous sommes confrontés. Le premier qui saute aux yeux, c'est ***l'enjeu énergétique :*** Il n'est pas inutile de faire la distinction entre le pays pétrolier qu'est la Libye (18ème producteur mondial) et les autres pays, Bahreïn, Maroc, Jordanie, Tunisie, Yémen et Égypte qui n'ont pas la chance d'avoir des champs pétrolifères importants dans leur sous-sol. Or, la Libye est un « petit » pétrolier qui n'exporte que 1,4 millions de barils par jour, sur un total d'environ 85 millions de barils produits dont plus de la moitié est produite en dehors du Moyen Orient. Sa population de 6,5 millions d'habitants ne bénéficie pas de cette manne qui remplit les poches de ses dirigeants. Savez-vous que le premier pays producteur de pétrole est la Russie, suivie de l'Arabie Saoudite, et qu'ils produisent à eux seuls 25% de la production mondiale ?.....

Derrière cette puissance essentielle à l'équilibre de la région se déclinent également des ***enjeux religieux.*** Plusieurs pays de la région ont des dirigeants sunnites, et à ce titre plus modernes et ne poursuivant pas des objectifs religieux : mais la Mecque est en Arabie Saoudite qui entend rester sunnite, alors que 30% de sa population ne l'est pas…..Le principal ***enjeu économique*** est une transformation de structures qui privatisent de nombreuses économies et parviennent à générer une vraie croissance économique génératrice d'emploi. A titre d'exemple, l'Egypte, le plus peuplé de ces pays, a besoin d'une croissance de 7% pour générer assez d'emploi et soutenir son économie.

On le sent, les enjeux économiques, sociaux, politiques, financiers et même religieux sont étroitement liés. Mais ils doivent aussi être distingués afin de mesurer les risques que court la région sur chacun des plans. Les défis sont considérables. Au-delà de l'aspect intensément émotionnel que nous partageons tous, il est important de mesurer des enjeux moins spectaculaires, mais qui définiront les prochaines années.

Document 5 : *Les USA au Moyen-Orient : une influence en déclin*

Moyen-Orient n° 28, Octobre-Décembre 2015 ***Par Guillaume Fourmont***

Avec l'arrivée de milliers de réfugiés venus de Syrie, les citoyens européens découvrent presque avec étonnement la réalité d'une guerre qui semblait, depuis maintenant plus de quatre ans, si lointaine, dans ce Moyen-Orient dit « compliqué » et qu'on aime ignorer. Au même moment, les dirigeants politiques se demandent encore si Bachar al-Assad est le problème ou la solution. Les Syriens n'ont-ils pas été clairs dès 2011 ? Le dictateur n'est-il pas devenu un simple chef de milice prêt à toute forme de violence pour garder son territoire ? Une partie de la Syrie n'est-elle pas tombée dans l'obscurantisme d'un groupe terroriste ? Des questions auxquelles la diplomatie américaine peine à répondre sans ambiguïté.
Accusé de tous les maux, y compris par certains d'être un terroriste islamiste en raison de son

second prénom (Hussein), celui qui fut élu avec le slogan « Yes We Can » a en effet déçu. Peu après son arrivée à la Maison Blanche, en janvier 2009, Barack Obama promettait de nouvelles relations avec un monde arabo-musulman affecté par les attentats du 11 septembre 2001 et par la diplomatie belliqueuse de George W. Bush (2001-2009). Au terme de ses deux mandats, il a tenu certaines promesses : la fin d'Oussama ben Laden et de l'occupation américaine en Irak, et un accord sur le nucléaire avec l'Iran. Des victoires importantes, certes. Mais il a aussi appuyé Abdel Fattah al-Sissi en Égypte, à défaut de laisser parler la démocratie, et donne carte blanche à l'Arabie saoudite. Surtout, il commence à considérer l'organisation de l'État islamique comme un problème secondaire. Barack Obama sera-t-il le président américain qui, sans pouvoir se désengager du Moyen-Orient, aura perdu celui-ci ?

Les sirènes de l'Asie-Pacifique auront beau chanter, abandonner la région est impossible tant l'avenir de millions d'individus, ainsi que celui de nos propres démocraties, reste lié à cette partie du monde.

Document 6 : Le jour où la guerre Iran-Irak a éclaté

Anthony SAMRANI OLJ en date du 02/09/2015 *(Sources : archives « L'Orient- Le Jour »)*

22 septembre 1980. Le scénario prévisible, que tout le monde redoutait depuis déjà plusieurs semaines, a finalement lieu : l'Iran de l'ayatollah Khomeyni et l'Irak de Saddam Hussein entrent en guerre. L'opposition entre les deux mastodontes du Golfe, qui se disputent la possession du Chatt el-Arab, voie d'eau formée par la jonction du Tigre et de l'Euphrate, fait trembler la planète et particulièrement les deux grands. Le président américain Jimmy Carter s'empresse de déclarer que les États-Unis ne prendront position pour aucun des deux pays, craignant que cette guerre enterre les négociations sur le sort des otages américains retenus à Téhéran. En froid avec Bagdad depuis 1967, les Américains commencent à nouer des nouvelles relations avec l'Irak depuis l'éclatement de la révolution islamique à Téhéran. Du côté de Moscou, c'est le silence radio. Cette guerre met l'URSS dans une position des plus délicates : un pacte de défense lie le Kremlin à Bagdad, mais Moscou veut ménager le pouvoir de Téhéran, foncièrement anti-impérialiste, et négocier sa neutralité dans l'affaire afghane. Quant aux milieux pétroliers, ils s'inquiètent mais ne s'affolent pas tant que le détroit d'Ormuz n'est pas bloqué. Le président iranien Bani Sadr reconnaît la supériorité militaire de Bagdad mais compte sur un rapide essoufflement de ses ressources. Il affirme que l'Iran ne fermera pas le détroit d'Ormuz tant qu'il se battra « seulement avec Bagdad ».

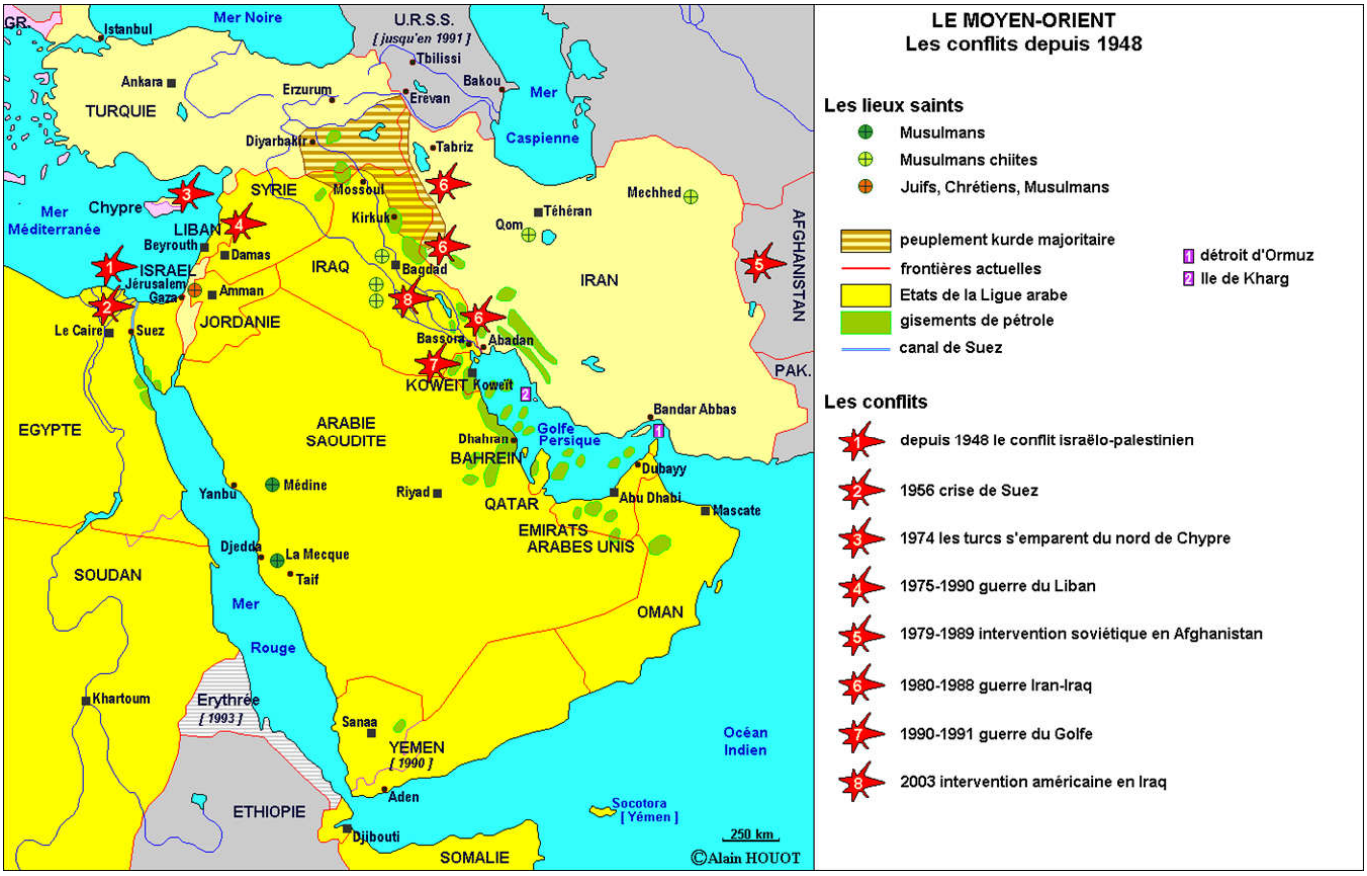
Les deux ennemis se livrent désormais une « guerre totale », selon l'aveu même de Bagdad. L'Irak prend l'avantage des combats terrestres, mais l'Iran continue de bombarder Bagdad et profite de la profondeur stratégique de son territoire.

Une semaine seulement après le début des combats, Bagdad opte pour la guerre d'usure alors que Téhéran continue de refuser toute médiation. Les enjeux sont désormais clairs, bien au-delà du simple conflit territorial et de l'autodétermination de la région du Khouziztan-Arabistan : faire tomber le régime des mollahs pour Bagdad, déclencher une révolte chiite contre Saddam pour Téhéran. Celui qui l'emportera deviendra le nouveau gendarme du Golfe. La guerre entre l'Iran et l'Irak durera huit ans et fera près d'un million de morts. Elle laissera deux pays complétement ravagés par la guerre, tant humainement qu'économiquement. En somme, deux grands perdants.

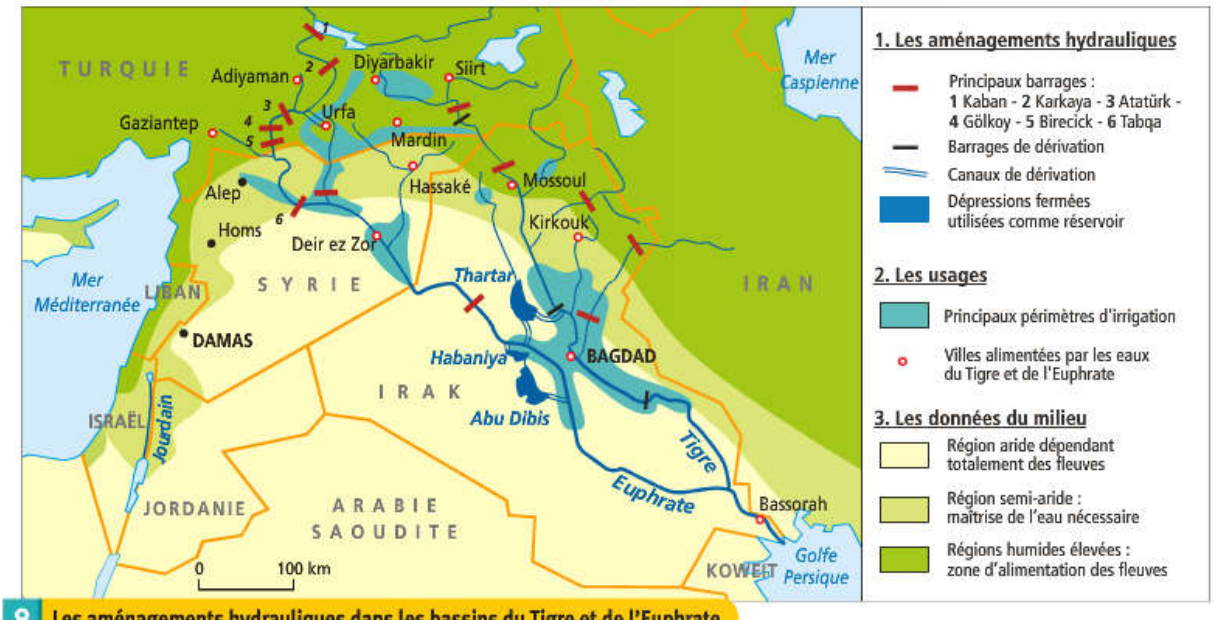
Document 7 : Chronologie du conflit israélo-arabe depuis 1948

- 1948-49: Guerre israélo-arabe de 1948-1949
- 1949: Accords d'armistice israélo-arabes de 1949
- 1949-56: Guerre des frontières d'Israël
- 1956: Crise du canal de Suez
- 1967: Guerre des Six Jours
- 1968-70: Guerre d'usure à la frontière israélo-égyptienne
- 1973: Guerre de Kippour
- 1978: Accords de Camp David
- 1982: Guerre du Liban
- 1987: Début de la Première Intifada
- 1991: Guerre du Golfe
- 1993: Accords d'Oslo
- 2000: Retrait israélien unilatéral du Liban du Sud
- 2000: Sommets de Camp David II et de Taba, puis début de la Seconde Intifada
- 2003: Feuille de route pour la paix et Initiative de Genève
- 2005: Application du Plan de désengagement des territoires occupés
- 2006: Opération pluie d'été sur la bande de Gaza
- 2006: Deuxième guerre du Liban
- 2008: Guerre de Gaza dans la bande de Gaza
- 2014: Guerre de Gaza de 2014 (du 8 juillet au 26 août 2014)

Document 8: Cartographie des conflits majeurs au Moyen-Orient depuis 1948



Document 8: Cartographie des aménagements hydrauliques des bassins du Tigre et de l'Euphrate



8 Les aménagements hydrauliques dans les bassins du Tigre et de l'Euphrate

Travailler les chapitres de ce sujet

Prepa Help suit le programme d'ECS chapitre par chapitre : cours détaillé, méthodes, pièges, exercices et problèmes corrigés pas à pas, tirés des concours. L'essai gratuit donne accès aux chapitres offerts de ta filière, sans carte bancaire.

Chapitres liés à ce sujet

- La dissertation de géopolitique : analyser un sujet, problématiser, construire un plan

Ouvrir l'essai gratuit

Scanne le code ou clique sur le bouton.

prepahelp.com/#essai

Une question sur le concours ou sur ta filière : **écrire sur WhatsApp**

Les autres années et épreuves : prepahelp.com/annales/cnaem/ecs